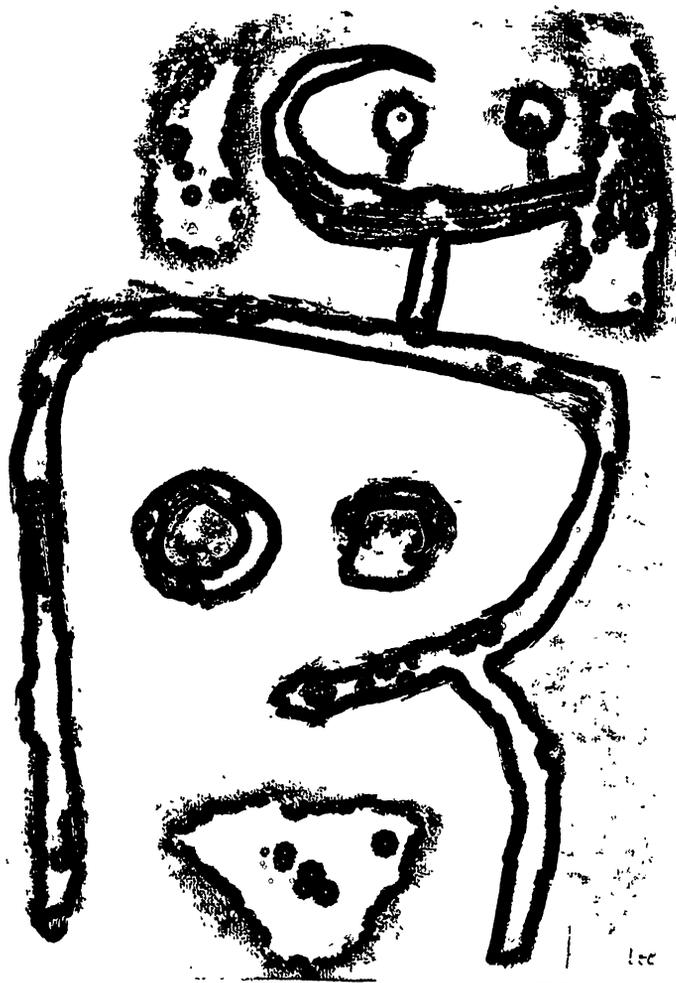


Recherches internationales



Paul Klee, *Visage aussi d'un corps*, aquarelle et encre sur papier, 31 x 23,5 cm (1939)

**REGARDS SUR L'ÉCONOMIE
POLITIQUE INTERNATIONALE**

88

Octobre - décembre 2010

Recherches internationales n° 88

(Octobre-décembre 2010)

Michel Rogalski p. 3
L'internationalisme au piège de l'Afghanistan
[Éditorial]

Daniel Durand p. 9
La conférence d'examen du Traité de non-prolifération
au fil des jours (29 avril au 28 mai 2010)

Dimitri Uzinidis, Dimitri Patelis..... p. 19
Le nouveau mercantilisme, la mondialisation et sa crise

<p style="text-align: center;">DOSSIER REGARDS SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE</p>

Mehdi Abbas p. 43
[Présentation]

Mehdi Abbas p. 47
L'Économie politique internationale entre théories
et histoire

Franck Petiteville p. 73
Économie politique internationale et science politique :
où est la frontière ?

Bernard Gerbier..... p. 79
La notion de puissance internationalement dominante

Grégory Vanel..... p. 105
L'hégémonie financière en Économie politique
internationale : entre fonction, projet et pratiques

Christian Deblock p. 127
La politique commerciale américaine - Promenade guidée
dans le jardin des théories

Jean-Frédéric Morin	p. 155
L'adhésion des pays en développement au droit de la propriété intellectuelle: entre maréchaux, marchands et missionnaires	
Hélène Pellerin	p. 179
L'Économie politique internationale et la migration internationale–Le nécessaire renouveau	
Sylvain Zini	p. 199
La clause sociale et l'articulation des régimes internationaux du commerce et du travail	
Nicolas Simiand	p. 217
Le G20, une avancée dans la gouvernance de l'économie mondiale?	

NOTES DE LECTURE

Michel Rogalski	p. 237
Du côté des revues	
Notes de lecture	p. 241
– Elias Sanbar , <i>Dictionnaire amoureux de la Palestine</i> [Keltoum Staali]	
– Raphaël Porteilla , <i>L'Afrique du Sud–Un long chemin vers la démocratie</i> [Michel Rogalski]	
– Collectif ATTAC , <i>Une autre ONU pour un autre monde</i> [Jacques Le Dauphin]	
– François Géré , <i>Iran, l'état de crise</i> [Jacques Le Dauphin]	
– Commission sur les armes de destruction massive , <i>Armes de terreur–Débarrasser le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques</i> [Michel Rogalski]	
Livres reçus	p. 248

**Coordination du dossier:
Mehdi Abbas**

LE NOUVEAU MERCANTILISME, LA MONDIALISATION ET SA CRISE

DIMITRI UZINIDIS *

DIMITRI PATELIS **

Comment comprendre la crise actuelle qui est déterminante sur le plan mondial? Dans ce texte, en suivant la pensée de Joan Robinson, nous présenterons dans la première partie le contenu de la définition du « nouveau mercantilisme », puis nous verrons comment ces pratiques ont contribué et ont soutenu ce que nous appelons communément la mondialisation. Cette mondialisation, du fait des barrières internes et externes auxquelles s'est heurté le capitalisme, a été vite dirigée par la finance. L'« économie virtuelle » est devenue par son essoufflement une cause de dévalorisation et de destruction de capitaux excédentaires. Et après? Quel peut être l'avenir de l'« économie monde »? Le capitalisme peut-il se passer du mercantilisme?

La crise de la finance déclenchée brutalement en 2008 pose plusieurs questions aux économistes. Serait-elle un effet d'ajustement, ou les prémices de restructurations fondamentales? Est-elle le résultat d'une défaillance majeure du modèle d'expansion du capitalisme depuis la fin des années 1970, ou l'aboutissement dudit processus? Serait-elle un « problème » national exporté de par le monde, ou le monde ne serait pas assez grand pour résoudre un problème qui lui a été posé?... Il y a ceux pour qui le système d'organisation des relations économiques (et politiques) internationales fondé sur le laisser-faire constituerait la meilleure réponse, voire la seule, à la multiplication d'intérêts et d'objectifs conflictuels. Tandis que pour d'autres, ce système serait une légitimation « insensée » d'un cadre légal et institutionnel

* PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, TECHNICAL UNIVERSITY OF CRETE ET UNIVERSITÉ DU LITTORAL.
DIRECTEUR DU LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR L'INDUSTRIE ET L'INNOVATION ET PRÉSIDENT
DU RÉSEAU DE RECHERCHE SUR L'INNOVATION

** PROFESSEUR ASSISTANT DE LA TECHNICAL UNIVERSITY OF CRETE (GRÈCE)

dont les véritables finalités sont loin de concrétiser le besoin d'un nouveau développement de l'économie et de la société mondiales. Ils s'appuient à leur tour sur des arguments théoriques, mais aussi sur des faits historiques et récents, remettant en cause le bien-fondé des politiques libérales prônées par les institutions internationales. Ils considèrent que l'économie mondiale obéit à des règles qui privilégient les intérêts des économies puissantes, celle des États-Unis en premier, et qui concrétisent la suprématie des pouvoirs décisionnels des firmes multinationales et des marchés financiers. Thèse soutenue aussi par Susan Strange qui critique les approches néolibérales de « gagnant gagnant »¹.

20

Cette dernière conception de l'évolution de l'économie et de sa crise semble plausible. L'histoire (et l'actualité) de la pensée économique argumente dans ce sens. Nous avons choisi ici de discuter de la crise actuelle—forcément mondiale—en nous référant au travail de Joan Robinson et plus particulièrement au concept de « nouveau mercantilisme »; l'hypothèse centrale étant que l'économie mondiale est composée d'un ensemble d'économies nationales et d'acteurs privés de pouvoir économique, financier et politique inégal. Si la croissance des marchés internationaux n'est pas suffisante pour absorber les exportations mondiales, chaque puissance commerciale essaiera de réaliser un excédent de ses comptes extérieurs. Tel est le « nouveau mercantilisme » qui met en compétition les États-Unis avec l'Europe, le Japon et plus récemment la Chine et qui se rapproche fortement avec les faits du xvii^e siècle, lorsque l'Angleterre (pauvre en travail et en terre) s'est enrichie grâce au commerce, essentiellement maritime, et à l'intervention de l'État. Les économies puissantes ont plus de facilité pour se défendre et imposer une « division internationale du travail ». C'est alors que, si l'on suit les débats actuels au sein de la « politique économique internationale »², le rôle de l'État dans une perspective historique renforce l'idée selon laquelle le marché mondial est un construit fondé sur des règles et d'institutions qui reflètent et, en évoluant, reproduisent les relations économiques et politiques inégalitaires.

¹ « The persistent Myth of Lost Hegemony », *International Organisation*, vol. 41, n° 4, 1987, p. 551-574.

² Voir, p. ex., Cox Robert, Sinclair Timothy [1997], *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 552 p. et Strange Susan [1988], *States and Markets: An Introduction to International Political Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 218 p.

La méthode critique que Joan Robinson a adoptée pour présenter le contenu partisan de l'approche néoclassique fait souvent intervenir dans sa vision de l'économie les relations économiques internationales. Mais cette conquête post-keynesienne du processus d'enrichissement (ou d'appauvrissement) d'une économie grâce au commerce international (ou à la finance ou à l'investissement transfrontaliers) s'est réalisée d'une façon brutale face à une orthodoxie libérale qui réduisait les relations économiques internationales à des simples flux de marchandises et de capitaux. Il est important de souligner que dans la pensée de Joan Robinson, l'histoire et la politique façonnent les choix, les fonctions et l'activité des acteurs économiques. Par des longs retours aux faits historiques, J. Robinson défend la thèse de l'évolution des relations internationales par la confrontation des intérêts politiques et économiques nationaux divergents et de puissance inégale; elle fixe aussi son attention sur le rôle particulier, mais incontournable, que joue la puissance économique d'une nation sur le développement et le positionnement économique dans les relations internationales des autres économies nationales.

Dans ce texte, nous présenterons le contenu de la définition du «nouveau mercantilisme», puis nous verrons comment ces pratiques ont contribué et ont soutenu ce que nous appelons communément la mondialisation. Cette mondialisation, du fait des barrières auxquelles s'est heurté le capitalisme, a été vite mue par la finance. Cette dernière alimentant l'«économie virtuelle» est devenue par son essoufflement une cause de dévalorisation et de destruction de capitaux excédentaires. Et après? Quel peut être l'avenir de l'«économie monde»?

21

Les principes du nouveau mercantilisme

Dès 1965, Joan Robinson soulève un grand nombre de questions sur le pouvoir économique de certains pays auxquels, même aujourd'hui, les économistes institutionnels n'ont pas su (ou voulu) répondre. «Dans la mesure où le marché total ne croît pas suffisamment vite pour qu'il y ait de la place pour tous, chaque gouvernement considère que c'est un objectif valable et souhaitable d'augmenter sa propre part dans l'activité mondiale au bénéfice de son pays»³. Ou encore plus tard: «le principe de la division du travail sert à justifier des politiques qui nuisent aux efforts

³ Robinson Joan [1984], «Le nouveau mercantilisme», dans *Contributions à l'économie contemporaine*, Paris, Economica, p. 224-235. Texte écrit en 1965.

de la périphérie pour développer son industrie»⁴. Les relations économiques inégales, montre J. Robinson, font que lorsque les uns s'enrichissent, les autres s'appauvrissent, même si la demande mondiale augmente.

Pour J. Robinson, le mercantilisme est la tendance naturelle du capitalisme parce que le plus souvent l'économie de marché et de l'entreprise privée est une économie d'acheteurs. Une telle économie se heurte à l'insuffisance de la demande effective. La situation de suraccumulation (définie par l'excédent des capacités d'offre en termes de capital, de capitaux et de marchandises par rapport à la demande solvable), comme Marx et Schumpeter l'ont habilement montré, fait que les entreprises doivent toujours renouveler leur processus de production : rajeunir l'offre, réduire les coûts, ouvrir des nouveaux marchés. Elles doivent alors exporter. J. Robinson montre sans mal que «le monde capitaliste est toujours d'une certaine manière un marché d'acheteurs, en ce sens que la capacité de production excède ce qui peut être vendu à un prix profitable»⁵. Une situation où la demande est supérieure à ce que les entreprises peuvent matériellement produire et vendre est souvent précaire. Les investissements et les embauches qui s'ensuivent accroissent les capacités de production jusqu'à ce qu'elles deviennent excédentaires. L'évolution de l'économie capitaliste est conditionnée par les prévisions des entrepreneurs. Les poches de profit sont vite saturées par l'arrivée massive de nouveaux investisseurs. La concurrence et la myopie des entrepreneurs, liée à l'opacité des marchés et la rétention de toutes sortes d'informations, conduit autant à la surproduction qu'au monopole. Les économies étrangères fournissent des débouchés qui doivent être vite saisis pour sauvegarder et accroître les profits.

En ce sens et malgré les critiques et les limites révélées, J. Robinson⁶ reconnaît que le travail de Rosa Luxembourg⁷ sur l'impérialisme économique constitue une avancée significative par rapport à l'orthodoxie économique : l'expansion du capitalisme vers de nouveaux territoires a permis la formation d'un capital, financée en partie par la valeur dégagée sur place et en partie par des prêts

⁴ Robinson Joan [1979], *Développement et sous-développement*, Paris, Economica, 221 p., p. 142.

⁵ Robinson Joan [1984], *op. cit.*

⁶ Robinson Joan [1951], *Collected Economic Papers*, Oxford, Basil Blackwell, 222 p.

⁷ Luxembourg Rosa [1976], *L'accumulation du capital*, Paris, La Découverte, 244 p. Livre écrit en 1913.

accordés par les pays capitalistes riches en épargne. L'incitation à investir provient du fait que ces nouveaux territoires constituent en quelque sorte des réservoirs de marchandises soit inexistantes dans les vieux pays, soit productibles à coût moindre. L'extérieur, en l'occurrence précapitaliste, comme marché et comme nouvelles opportunités d'investissement, offre aux industries des débouchés et contrebalance la contraction des profits due à l'insuffisance de la demande. En adaptant cette approche aux faits de son temps, Joan Robinson définit, décrit et analyse le nouveau mercantilisme.

Dès que l'économie d'acheteurs s'installe, la « fermeture des frontières » partout dans le monde est non seulement condamnable, elle est surtout insoutenable. C'est une mauvaise politique, non pas en rapport avec une hypothétique supériorité du libre-échange, mais parce que gagner des parts de marché à l'exportation de marchandises et de capitaux est autant salutaire pour les capitalistes que pour les travailleurs. Pour comprendre la différence entre le libre-échangisme et le nouveau mercantilisme, J. Robinson constate que, le plein-emploi n'étant pas garanti dans un pays capitaliste à tout moment, les profits et l'emploi pourraient être plus élevés si les exportations augmentaient plus vite que les importations. « Les nations commerçantes ont toujours été mercantilistes de cœur. Pour plaider l'adoption de politiques libre-échangistes, il faut nécessairement invoquer que l'avantage de suppression des protections étrangères est, pour les exportateurs nationaux, supérieur aux inconvénients de la suppression des barrières douanières nationales. »⁸

Le nouveau mercantilisme est, tout comme l'ancien, un système appauvrissant pour les débiteurs. De tout temps, les économies les plus puissantes (celles qui enregistraient des comptes extérieurs excédentaires et/ou possédaient une monnaie faisant office de numéraire commun dans les transactions internationales) cherchaient à vendre aux autres pays ce qu'elles avaient de trop (marchandises et capitaux), tout en sélectionnant minutieusement leurs achats auprès de ces pays. Elles ont ainsi soutenu l'activité nationale et défendu leurs emplois. Et lorsque leur épargne excédentaire irriguait les économies pauvres en capitaux, elles se désintéressaient de la solvabilité à terme des débiteurs. La solution logique serait une augmentation de leur propension à importer depuis les pays débiteurs en améliorant les termes de l'échange pour les produits primaires, en aidant le développement dans ces pays d'une activité industrielle et de transformation exportatrice, etc. Il n'en était et il n'en est rien.

⁸ Robinson Joan [1979], *op. cit.*, p. 92.

Par contre pour garder la main sur les relations économiques et politiques internationales, les États-Unis et les autres grands pays industriels peuvent aussi favoriser les politiques néomercantilistes de certaines autres économies : le marché des États-Unis, à travers son déficit public, sert de demande effective pour le reste du monde, et plus particulièrement pour la Chine, laquelle finance ce déficit, ce qui lui facilite la création d'emplois. Mais, dans ce cas, les États-Unis possèdent et imposent leur monnaie (le dollar) comme monnaie mondiale : leurs marchandises dans un premier temps, puis leurs capitaux ont inondé les économies européennes et asiatiques, leurs guerres et leurs différends avec les pays de l'Est fixaient les normes techno-militaires internationales. Leur monnaie mondiale leur a permis d'exporter plus de capitaux que ne leur donnait droit l'excédent de leur balance commerciale, puis de supporter de déficits croissants de leur budget et de leur balance de paiements.

24

Si le constat de J. Robinson—«chaque nation veut avoir un excédent»—est le principe de base, la puissance économique peut aussi être appréciée par le poids du pays dans les relations économiques et monétaires internationales. Le pivot de l'économie mondiale (les États-Unis) peut avoir une grande part dans l'activité mondiale (grâce à ses multinationales, sa finance et sa monnaie) tout en ayant des comptes extérieurs déficitaires grâce à l'usage de sa monnaie. Selon l'OMC, avec un commerce extérieur déficitaire de plus de 700 milliards de dollars en 2009 (contre 250 milliards en 1999) et une balance des paiements négative de plus de 740 milliards de dollars, les États-Unis ne pèsent que 9% dans les exportations mondiales, mais importent 16% des biens et services vendus au niveau mondial. De plus, les réserves libellées en dollars s'élèvent à 60% des réserves de change mondiales ; la moitié des transactions financières et commerciales mondiales s'effectue en dollars... En 2006, selon l'OCDE, les États-Unis ont investi 249 milliards de dollars à l'étranger et ont reçu à ce titre 183,5 milliards de dollars. Le nouveau mercantilisme est aussi de pouvoir d'atteindre des nouveaux marchés au moyen de la finance et de la production *off-shore*.

Néo-mercantilisme et sous-développement

Sauf contrainte (voir le cas de l'OPEP dans les années 1970), le paradoxe mercantiliste veut que les créanciers bénéficient de ce qu'ils prêtent et ils exigent un remboursement qu'ils ne souhaitent pas. Les pays producteurs (et exportateurs) de matières premières se voient imposer les lois du marché concurrentiel et doivent affronter les productions de substitution des pays riches, tandis

qu'ils doivent importer, subissant la loi du monopole (le prix des produits manufacturés est déterminé sur la base du coût total plus une marge). Ce paradoxe entraîne les débiteurs dans la spirale de l'endettement et la crise de désendettement : pour maintenir l'accès aux sources de financement et réduire plus tard la charge annuelle et totale de la dette, les économies endettées et insolubles doivent se plier aux conditions financières et politiques des prêteurs. Si les pays riches souhaitaient vraiment le développement des économies pauvres pour garantir la viabilité du système économique mondial, ils chercheraient à favoriser les activités alternatives et à encourager les importations. Mais ceci irait à l'encontre du nouveau système mercantiliste ; « les règles des relations économiques internationales (étant) conçues pour avantager le pays le plus puissant »⁹.

Cette tendance à l'appauvrissement s'alourdit par deux facteurs structurels conditionnant les échanges internationaux : la formation des prix internationaux et la demande en importations des pays en développement. Là aussi la concurrence, et par conséquent la complémentarité, imparfaite s'impose. Les prix des produits manufacturés exportés par les pays riches ou vendus sur les marchés internationaux par les firmes multinationales sont fixés par les monopoleurs de sorte que les coûts soient couverts et qu'un profit net conséquent soit dégagé ; la régulation des prix et des flux se fait par les quantités introduites sur le marché (on vend ce que le marché peut absorber pourvu que le profit escompté se réalise). D'un autre côté, les ventes des paysans des pays en développement s'adressent à des intermédiaires qui profitent des fluctuations saisonnières de l'offre, d'autant que le plus souvent l'offre en produits primaires et matières premières exportés par les pays pauvres se heurte à une demande rigide (inélastique) dans les pays industrialisés. Par contre, leurs importations en biens manufacturés, et surtout en armements, correspondent à une demande rigide et, pour une grosse partie (armes, produits de luxe, infrastructures, équipements pour les productions d'exportation), correspondent à des dépenses incompressibles ; ce qui accroît les besoins de financement, renforce le pouvoir des firmes multinationales dans le commerce et la production de ces pays, détourne une partie de la demande nationale et crée des tensions inflationnistes, réduisant d'autant leur propension à exporter. Il est clair qu'il n'y a aucun mécanisme amenant l'équilibre sur le marché. Les mécanismes économiques sont bien emboîtés dans des rapports politiques extrêmement

⁹ Robinson Joan [1984], *op. cit.*

antagoniques (la dégradation des termes de l'échange des produits primaires en témoigne).

Pour R. Harrod ¹⁰, le commerce des pays développés avec les pays en développement ne peut être bénéfique aux deux parties que si l'épargne non employée dans les premiers et transférée aux seconds finance des investissements internes ou des achats de biens d'équipement et de technologies aux pays industriels. En effet, faisant le lien entre niveau d'épargne, investissement et croissance, un pays en développement, pour obtenir un taux d'accumulation supérieur, doit augmenter son épargne. L'épargne privée étant insuffisante dans les pays en développement, seul le financement extérieur (investissements directs ou emprunts publics) peuvent accroître le taux d'épargne de l'économie, finançant ainsi un taux d'investissement plus élevé. Mais les effets multiplicateurs peuvent être faussés, entre autres choses, dans les pays en développement si les investisseurs bénéficiant de l'excédent d'épargne ne sont autres que les firmes multinationales. Celles-ci « ne témoignent de patriotisme que vis-à-vis du capitalisme en tant que tel et ne font aucune distinction entre la production intérieure et extérieure » ¹¹ et disposent de leurs bénéfices comme bon leur semble, qu'elles les rapatrient, qu'elles les placent, qu'elles les investissent ici ou ailleurs. La tendance au « sous-développement » est ainsi irréversible.

26

Il devient alors évident que le nouveau mercantilisme est, à l'image des investisseurs et du capitalisme en général, myope. Les crises sont dues à la faiblesse de la demande monnayable ; celle qui, dans les années 1970, aurait pu provenir des pays en développement. Les pays riches au lieu d'aider les autres pays à produire et à exporter, à s'endetter et à rembourser, à satisfaire les besoins fondamentaux de leurs populations et à élever le niveau de vie et de revenu dans un contexte de croissance de la demande solvable, ont préféré livrer bataille sur des marchés rétrécis, fluctuants et incertains, jusqu'à adapter le droit international aux intérêts immédiats des multinationales (entreprises et banques) au détriment de leur propre emploi et du niveau de vie de leurs citoyens.

¹⁰ Harrod Roy [1957], *International Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.

¹¹ Robinson Joan [1979], *op. cit.*, p. 92.

Les origines néo-mercantilistes de la mondialisation

Le nouveau mercantilisme résulte des contraintes des années 1960 et 1970 : les gouvernements, préoccupés par le niveau de l'emploi et par le maintien de la croissance dans une économie d'acheteurs, s'efforcent de dégager un excédent commercial. J. Robinson n'a que progressivement ouvert son argumentation aux effets stratégiques et économiques des agents privés, tout en se gardant bien de ne pas trop s'écarter de l'essentiel, c'est-à-dire du rôle des États et des institutions internationales dans la gestion et l'évolution des rapports néo-mercantilistes. La suraccumulation de capitaux dans les pays riches issue du déroulement prévisible de l'économie d'acheteurs a fait que la crise des années 1970 « a rétabli l'orthodoxie pré-keynésienne en tant que sagesse conventionnelle en matière de politique économique aussi bien au niveau national qu'international »¹². L'« ouverture des frontières » a ainsi été considérée comme un des remèdes contre l'inflation provoquée, dans les années 1960, par une augmentation brutale des profits non utilisés dans l'industrie et par la hausse des coûts.

La forte croissance de l'après-guerre, avec l'augmentation de l'emploi, a changé le rapport de forces politiques dans les pays industrialisés. La hausse des taux de salaire nominaux, lorsque l'économie stagne, rend fragile la position concurrentielle du pays en question. Les leçons que les pays industriels ont tirées de la grande crise des années 1920-1930 et des années keynésiennes depuis 1945 ont fait que cette augmentation des coûts n'a pas entraîné des vagues de protectionnisme et des douloureuses batailles entre nations mercantilistes dues à des dévaluations importantes des monnaies et à la fermeture des frontières aux produits étrangers. De toute façon, les grandes économies étaient tellement imbriquées par le commerce, les investissements et la finance que toute politique protectionniste de grande ampleur perdrait son efficacité (solde extérieur positif avec réduction de la demande nationale dans un contexte international où tous les grands pays agiraient de la sorte), à moins d'accepter une situation de déflation et de crise sans fin.

Pour éviter la dépression, « le remède préconisé par les autorités monétaires du monde [...] est le remède suranné d'une réduction du crédit, engendrant une contraction de l'activité suffisante pour

¹² Robinson Joan [1984], « Qu'est devenue la politique de l'emploi? », dans *Contributions à l'économie contemporaine*, Paris, Economica, p. 242-255. Texte écrit en 1977.

réduire les importations et un chômage suffisant pour faire échec aux demandes d'augmentation. Cette méthode maintient le pouvoir des autorités financières sur l'industrie. De plus, nous étions habitués, au temps de libre-échange, à faire avaler cette pilule aux nations en déficit, et il y a quelque joie maligne à nous voir l'avaler nous-mêmes aujourd'hui»¹³. Cette primauté des considérations financières sur la croissance de la production au niveau mondial, fera dire à J. Robinson quelques années plus tard que dans les années 1960 «les mouvements incontrôlés de capitaux devinrent un facteur majeur de déstabilisation» et de souligner que le FMI était totalement «inadapté dans sa tâche spécifique de protection des économies nationales contre les chocs externes»¹⁴.

28

Si l'on suit le raisonnement de l'auteur, la nature, l'ampleur, les forces et les faiblesses du nouveau mercantilisme ne peuvent être appréhendées en dehors du cadre mondial des relations internationales. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, tout commence par l'expansion des formes marchandes et monétaires du capitalisme américain. Durant le xix^e siècle jusqu'au début du xx^e, la Grande-Bretagne jouait le rôle d'entrepôt, d'atelier et de banque du capitalisme colonial en expansion. Sa balance des paiements, ses technologies et sa monnaie organisaient l'activité internationale et diffusaient le capitalisme dans les contrées les plus reculées du monde. La mondialisation de l'économie par le commerce et par la mise en place d'infrastructures pour le satisfaire a été effective parce que justement les hypothèses libre-échangistes n'étaient pas vérifiées. La contestation de la puissance britannique par les États-Unis a provoqué une forte remise en cause des acquis commerciaux, institutionnels et militaires du monde. La grande crise et la guerre ne sont-elles pas les conséquences des antagonismes économiques et politiques entre vieilles et nouvelles nations mercantilistes ?

Le constat qu'une nation puissante tire et organise les relations internationales (et même internes à chaque pays) mérite toute notre attention. J. Robinson souligne le fait que durant les années 1950 jusqu'au milieu des années 1960, la puissance politique et économique des États-Unis était telle que ce pays finançait «en beurre et en canons» une grande partie du monde. Durant cette période, le dollar US s'est imposé comme moyen de règlement accepté par tous les pays. Ceci a fait des États-Unis la locomotive de l'économie mondiale : leurs excédents en marchandises dans un premier temps,

¹³ Robinson Joan [1984], «Le nouveau mercantilisme», *op. cit.*

¹⁴ Robinson Joan [1984], «Qu'est devenue la politique de l'emploi?», *op. cit.*

puis en capitaux ont été employés dans les économies européennes et asiatiques; leurs guerres et leurs différends avec les pays communistes fixaient les normes techno-militaires internationales. Leur monnaie mondiale leur permettait d'exporter plus de capitaux que ne leur donnait droit l'excédent de leur balance commerciale, et même de supporter leurs déficits croissants de leur budget et de leur balance de paiements. Les affaires internationales pouvaient ainsi être traitées et réglées et les banques centrales des autres pays pouvaient se constituer des réserves. L'utilisation du dollar comme monnaie de réserve et les sorties incessantes de capitaux ont créé des liquidités internationales en abondance qui ont permis le financement des échanges internationaux.

Une plus forte présence concurrentielle du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest dans l'économie internationale contestant la suprématie américaine, l'échec des « droits de tirage spéciaux » sur le FMI puis la dématérialisation du dollar en 1971 ont provoqué l'entropie dans l'espace économique du monde agrandi et structuré pendant plus de deux décennies par les États-Unis. L'expansion inflationniste du début des années 1970 a été suivie par une période stagflationniste de fort chômage due à l'augmentation du prix de l'énergie, mais aussi à l'essoufflement de la demande standardisée dans les pays riches, tandis que les pays pauvres sombraient dans le déficit structurel (du fait du renchérissement de leurs importations) et l'endettement cumulatif par un recours croissant au crédit commercial obtenu sur le marché des eurodollars.

Si l'on définit la mondialisation comme étant le fait que les besoins et les aspirations des entreprises, en termes de marchés et de profit, ne peuvent être satisfaits et accomplis que dans un contexte de rapports marchands englobant le monde entier, le propos de J. Robinson nous conduit à défendre l'idée selon laquelle la « mondialisation » telle que nous la vivons aujourd'hui n'est autre que la métamorphose relative du « nouveau mercantilisme ». Les politiques déflationnistes « sadiques » (selon Keynes ¹⁵) ont été combinées avec des politiques de réduction des droits de douane, de relâchement du contrôle des changes et de l'augmentation des échanges avec l'étranger. Dans ce contexte international de forte concurrence capitaliste, si une crise majeure a pu être évitée, la mondialisation semble rimer avec l'institutionnalisation des inégalités entre pays et entre individus au plus grand bénéfice des multinationales, lesquelles « sont contraintes de faire du profit

¹⁵ Keynes John Maynard, *La Pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, 2002.

sans prendre en compte d'autres intérêts que les leurs »¹⁶. Ces multinationales sont ainsi devenues le bras armé des grands pays dans la bataille qu'ils se livrent pour s'approprier non seulement les plus grandes parts des marchés, mais aussi la plus grande part des ressources de production alimentant leurs industries.

Les politiques publiques de libéralisation et de rationalisation des marchés de capitaux, de biens et de services, ont en effet soutenu les grandes entreprises leur permettant de mettre en œuvre des stratégies financières, productives et commerciales mondiales. Depuis, ces entreprises ont la possibilité de gérer leurs actifs financiers, industriels, technologiques et, souvent, humains au niveau mondial sachant s'adapter aux règles économiques et politiques nationales qui, de leur côté, ont tendance à se simplifier et à s'adapter aux attentes des investisseurs internationaux. La mondialisation et la stratégie mondiale de l'entreprise n'ont pas d'autre sens que celui que lui confèrent les possibilités de lever les obstacles à la réalisation de profits. D'où l'importance du cadre légal de promotion et de protection de la « liberté d'entreprendre » au niveau mondial. Par cadre légal mondial d'accumulation nous entendons l'ensemble cohérent des règles coercitives, des formes, des modalités, les moyens de concurrence et de coopération entre les acteurs économiques dont le but est d'organiser les activités économiques publiques et privées au niveau mondial sans discrimination apparente et sans traitement préférentiel.

Le cadre néo-mercantiliste de la mondialisation

« Après 1945, les États-Unis étaient devenus, et de très loin, le concurrent le plus fort et usèrent de leur influence pour promouvoir des accords douaniers : GATT, FMI, etc. Mais ils ne font aucune objection aux barrières douanières lorsque leurs propres industries sont fortement concurrencées par le Japon. »¹⁷ En prolongement de cette vision des choses, nous ne pouvons croire à ce que les « gnomes » des ministères nationaux de l'Économie et des organismes commerciaux et financiers internationaux (sans oublier les experts médiatiques) veulent nous inculquer : les marchés mondiaux décident, jugent, sanctionnent. Nous dirons avec la permission de J. Robinson que l'instauration par l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

¹⁶ Robinson Joan [1979], *op. cit.*, p. 143.

¹⁷ Robinson Joan [1984], « Quelles sont les questions ? », dans *Contributions à l'économie contemporaine*, Paris, Economica, pp. 28-58. Texte écrit en 1977.

et le Fonds monétaire international (FMI) d'un ensemble de règles garantissant l'activité internationale des firmes, des banques et autres institutions financières et commerciales serait à l'origine de la formation d'un cadre légal transnational d'accumulation et de profit. Mais ce cadre légal indispensable à l'organisation du monde est le produit des tensions et des compromis politiques entre États influents, dans leurs propres rapports et en relation avec les pays moins riches et pauvres. Le but recherché est de créer tant bien que mal les conditions nécessaires (évaluées en termes de rentabilité des investissements) d'utilisation des capitaux en surplus accumulés depuis plus de trente ans dans les économies nord-américaines, européenne et est-asiatique.

L'application de ce cadre légal et d'apparence transnational d'accumulation illustre l'objectif prioritaire d'un grand pays mercantiliste à travers les organismes internationaux: préserver le pouvoir économique de ses grandes firmes industrielles et financières pour assurer en contrepartie leur propre légitimité en tant que puissance mondiale. En 1979, Joan Robinson écrivait qu'une «multinationale a son siège dans l'un des pays fortement développés [...], et attend, de son gouvernement, une protection sous une forme ou sous une autre, alors qu'elle ne fait pas, à proprement parler, partie d'une économie nationale»¹⁸.

L'économie nationale (lorsqu'il s'agit d'une économie puissante) doit ainsi se prolonger, d'une façon ou d'une autre, sur le plan mondial: elle doit s'approprier par «*le beurre et les canons*» de nouveaux espaces de réglementation au profit de ses multinationales: «les puissances occidentales, les États-Unis en particulier, exercent une influence considérable sur la politique des gouvernements du Tiers monde, directement et par l'intermédiaire d'institutions internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans lesquelles ils sont majoritaires, ainsi que par le biais d'innombrables ramifications de la finance internationale»¹⁹.

Aujourd'hui, plus que jamais, le résultat financier des grandes firmes internationalisées prime sur l'action keynésienne et nationale des États. L'intégration économique, surtout entre pays industrialisés par les mécanismes identifiés ci-dessus, a permis aux grandes entreprises d'accéder à une demande solvable privée et publique prompte à la diversification et au renouvellement, à une épargne

¹⁸ Robinson Joan [1979], *op. cit.*, p. 8.

¹⁹ *Idem.*

abondante et à des ressources scientifiques et techniques d'exception. Les pays du Tiers monde (mais aussi les régions industriellement sinistrées dans les pays du Nord) se présentent de leur côté comme des sortes de réservoirs de ressources (travail salarié standardisé, matières premières, etc.) et d'amortisseurs de crise (réduction des coûts, titrisation des actifs industriels locaux). Selon l'ONU et la Banque mondiale, la tranche des 20% pays les plus riches de la planète concentrait au début du XXI^e siècle 88% de la richesse mondiale, les 20% les plus pauvres, seulement 1%. 1,5 milliard d'individus dans le monde vivent avec moins d'un dollar par jour. Comme J. Robinson l'avait prédit, l'inégalité dans le développement des pays a ainsi été parfaitement accomplie et institutionnalisée.

32

La caractéristique principale du nouveau mercantilisme actuel (et cause aussi de sa crise) est le traitement par la finance des relations économiques internationales... «[...] la confusion entre la richesse financière et les équipements productifs n'a jamais été tirée au clair». Et plus loin, «la forme prise par l'accumulation dépend de l'identité de ceux qui contrôlent les capitaux destinés à la financer»²⁰. La déréglementation financière, combinée à la réduction des barrières douanières, sortie des politiques extérieures et intérieures des grands pays et propagée de par le monde à travers les directives du FMI, permet les flux et reflux incessants des capitaux, fragilisant tout processus d'investissement et de croissance. Dans ce contexte, les stratégies mondiales de production et de commercialisation sont indissociables des fluctuations des marchés de capitaux. L'incertitude et la panique qui saisissent fréquemment les milieux financiers provoquent des crises qui se répercutent immédiatement dans la sphère de la production et de l'emploi. Les produits financiers dérivés (*futurs, swaps, options,...*) qui devaient en théorie protéger le spéculateur contre les risques des fluctuations brutales des taux d'intérêt et de change, sont eux-mêmes devenus objets de spéculation. La finance est devenue ainsi dangereuse pour tout l'édifice de l'accumulation parce qu'elle est difficilement maîtrisable, et surtout, parce qu'elle ne doit pas être retenue: le spectre de la grande déflation plane sur les économies; l'économie des acheteurs étant à bout de souffle, elle doit se renouveler, même en portant atteinte à ses propres fondations (celles formées par une conséquente demande solvable).

Partant du principe, bien mis en évidence par J. Robinson, que la nature de l'accumulation capitaliste veut que la satisfaction des désirs futiles d'un petit nombre l'emporte sur la satisfaction des

²⁰ Robinson Joan [1979], *op. cit.*, p. 16-17.

besoins urgents de la masse²¹, les diktats de la finance accroissent les risques encourus par les entreprises sur des marchés en expansion très faible. L'immobilisation du capital est très coûteuse pour deux raisons : le besoin croissant en innovations, en vue de renouveler l'offre pour une solvabilité bien limitée des marchés mondiaux, augmente le coût des investissements ; les fluctuations boursières et monétaires rendent imprévisible le résultat des activités de production et de mise sur le marché par les entreprises de biens et services nécessairement nouveaux et diversifiés. La réponse à cette situation est la concentration mondiale de la propriété du capital (fusions, acquisitions, participations croisées). Pour se protéger et accroître leur pouvoir sur les marchés, les grandes entreprises poursuivent des stratégies de diversification de leurs portefeuilles d'actifs et s'accordent, tant qu'elles le peuvent, pour mutualiser les risques d'investissement dans la recherche et le développement technologique, la production et, même, la conquête des parts de marché plus importantes.

La raison néo-mercantiliste est mue par le choix de défendre l'accumulation dans des économies ouvertes (et il ne pourra s'agir alors que d'appliquer des politiques d'offre : de réduction des coûts et de privatisation des processus d'appropriation des ressources productives). Mais raisonnablement, ce choix bénéficie en premier lieu aux grandes entreprises dont le champ d'activités englobe le monde entier. Il devient ainsi normal que l'intervention des États des pays industriels déborde des frontières nationales pour imposer un ou des droit(s) aux autres économies (surtout les plus faibles). Au nom du libre-échange, les puissances néo-mercantilistes se protègent et cherchent à imposer leurs droits au reste du monde, tandis que les économies pauvres en épargne et en travail qualifié se laissent entraîner dans la pauvreté et la déstructuration. L'intégration des pays pauvres dans le régime néo-mercantiliste est assurée par la mise en compatibilité des régimes politiques nationaux avec les impératifs économiques des États industriels. Le cadre légal, libéral, mondial d'accumulation a émergé et s'est établi à partir de ces considérations : libéral pour les autres, mondial pour les grandes firmes, les marchés en expansion et la finance, légal et protecteur pour les puissants États néo-mercantilistes.

Derrière ce discours libre-échangiste et derrière les réglementations internationales, les puissances néo-mercantilistes organisent de façon unilatérale ou bilatérale l'espace économique mondial au sein duquel elles livrent bataille. La dialectique de

²¹ Robinson Joan [1984], « Quelles sont les questions ? », *op. cit.*

la concurrence-coopération ne s'applique pas seulement aux multinationales ; elle est avant tout le fruit de la volonté politique qui exprime le besoin économique des grandes économies nationales. « Un grand pays avec un vaste marché interne dans l'orbite de son contrôle politique présente des avantages économiques que n'a pas un petit pays. Ce dernier doit optimiser entre les perspectives de gains liés à la spécialisation et la sécurité de la production nationale, alors que le grand pays peut bénéficier des deux. »²² 35 ans plus tard, J. Stiglitz²³ revient sur cette inégale puissance : « Les pays du monde en développement ne cessent de demander pourquoi les États-Unis, lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique, se prononcent pour des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, alors que quand ils se trouvent, eux, dans la même situation, on exige qu'ils fassent exactement le contraire. »

La crise du nouveau mercantilisme et après ?

34

La forte dépréciation des actifs survenue en 2008 peut être analysée comme la conséquence de la crise centrale et suprême du nouveau mercantilisme. Celui-ci a atteint ses limites avec la formation d'un système capitalisme mondial qui englobe toutes les économies nationales et dont les normes bénéficient d'un droit d'ingérence. Pendant une période d'une quinzaine d'années (de 1990 à 2005), le démantèlement des économies administrées de l'est de l'Europe a permis d'étendre un peu plus la frontière externe du capitalisme. Mais l'économie d'acheteurs et la norme monopoliste ont eu vite raison des bénéfices tirés de l'ouverture des nouveaux marchés (y compris à l'intérieur de ces nouvelles économies de marché).

Aucune autre crise, même celle de 1929, n'a été aussi profonde et générale. Jusqu'à présent le capitalisme avait la possibilité d'utiliser quatre moyens (individuellement ou par combinaison) pour surmonter ses crises : a) Transfert de la production (*spatial fix*) vers les pays ou les régions où les coûts de production sont moindres ; b) Innovation technologique (*technological fix*) ; c) Changement de la production pour développer les marchés où le taux de profit est jugé satisfaisant (*product fix*) ; d) Fuite vers la sphère financière (*financial fix*) par liquidation d'unités de production et réorientation vers les placements à court terme. Durant les trente dernières années, le capital a massivement suivi la dernière voie, se soustrayant progressivement des sphères de la production et de la circulation.

²² Robinson Joan [1984], « Le nouveau mercantilisme », *op. cit.*

²³ Stiglitz Joseph [2002], *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 324 p., p. 308.

Les limites du capitalisme ont été momentanément dépassées par l'endettement des pays et des ménages...²⁴

Le capital financier a non seulement la capacité de passer outre la loi « même profit pour le même capital engagé », mais en plus il instaure la loi de l'inégalité de sa rémunération du fait de son polymorphisme : portefeuilles de titres et produits financiers divers et variés. De cette façon, les mêmes masses de capitaux financiers peuvent être rémunérés différemment et mieux que les capitaux investis dans la production. La rente devient ainsi plus intéressante que le profit ; la finance se présentant comme une issue de secours pour les capitaux (sur) accumulés depuis 40 ans de pratiques néo-mercantilistes. Mais ce faisant, aussi bien en période d'euphorie qu'en période d'essoufflement, elle appauvrit la « sphère réelle », drainant les capitaux excédentaires ou l'épargne rare. Dans son « Rapport sur la stabilité financière mondiale » (2009), le FMI estime à plus de 4000 milliards de dollars le coût de la crise financière de 2008. Ce coût est celui qu'ont dû et vont devoir supporter l'ensemble des institutions financières en raison notamment de la baisse de la valeur des actifs qui garantissaient leurs crédits, comme l'immobilier.

Selon la terminologie des économistes, les relations économiques se « matérialisent » dans l'« économie virtuelle » (dérivés), l'« économie financière » (titres) et l'« économie réelle » (production). Les relations entre les « trois économies » sont contradictoires : l'une permet à l'autre d'exister et l'une se substitue à l'autre. Comme l'espace et le temps du « nouveau mercantilisme » n'ont cessé de se réduire, l'économie virtuelle (marchés à terme, contrats dérivés, titrisation) s'est détachée de l'économie réelle et a, même, phagocyté l'économie financière. En période de doute, de perte de confiance et de fortes fluctuations boursières, l'économie virtuelle entre en crise entraînant dans sa chute (et de façon accélérée) la finance, le commerce et la production. Ce qui s'est passé en 2008. Quelques mois ont suffi pour que les institutions financières se déclarent insolvables. Mais la crise ne se traduit pas uniquement par des faillites et de la récession du système boursier et bancaire, elle se propage dans la sphère réelle avec pour conséquence de fermetures d'unités de production, de rationalisation et de licenciements. Elle affecte les budgets publics et accroît le problème de la dette dans tous les pays

²⁴ Voir aussi l'importance donnée par Strange Susan au pouvoir structurel en l'occurrence financier : Strange Susan, *Casino Capitalism*, B. Blackwell, Oxford, New York, 1986, 207 p.

et en particulier les plus faibles et en leur intérieur les couches les plus fragiles de la population.

Les conséquences de la dérégulation systématique sont très révélatrices des contraintes et des paradoxes de la nouvelle donne mondiale et de l'incapacité du cadre légal mondial d'accumulation à les gérer efficacement et globalement. Mais est-il vraiment son but? Selon Stiglitz ²⁵, l'échec économique, social et politique du néolibéralisme qui a inspiré les actions des institutions multilatérales tient au fait que « le fondamentalisme néolibéral de marché a toujours été une doctrine politique qui a servi certains intérêts. Il n'a jamais été soutenu par une théorie économique. Nous pouvons dire aujourd'hui qu'il ne le sera pas non plus par l'expérience historique ».

Aujourd'hui, les gouvernements des grands pays, les banques centrales et les institutions internationales interprètent la crise comme si ce n'était qu'un problème conjoncturel qui pourrait être résolu par l'injection de liquidités dans le circuit et en « nationalisant » des pertes bancaires afin de freiner la dévalorisation boursière, de redonner confiance aux investisseurs en espérant à terme à la reprise des transactions sur un marché stabilisé. Mais, derrière cette analyse se cache une forte concurrence entre puissances néo-mercantilistes et surtout un grand effort pour sauvegarder ce statut. Les premières réactions structurelles à la crise de la finance montrent, en effet, un certain retour du protectionnisme et, en même temps, une reconfiguration de la sphère de la finance.

Le protectionnisme consiste à favoriser les producteurs opérant sur le territoire national par rapport aux autres, soit en limitant l'entrée de produits étrangers sur le territoire national par des quotas ou des normes (de santé, de travail, d'environnement, etc.) difficiles à atteindre, soit en améliorant artificiellement la compétitivité des produits locaux par des droits de douane sur les biens importés ou des subventions accordées aux producteurs locaux. Selon la Banque mondiale, 2008 a été une année de remontée du protectionnisme. Elle dénombre 47 nouvelles mesures protectionnistes au cours des premiers mois de 2010, ainsi qu'une remontée des mesures antidumping visant à empêcher l'entrée de produits étrangers à des prix « trop » bas. Les plans de relance de l'activité (p. ex. en faveur de l'industrie automobile 48 milliards de dollars en 2009) élaborés à partir de 2009 dans les grands pays industriels récemment alimentent les tendances protectionnistes. Comme l'a bien montré J. Robinson,

²⁵ «The End of Neo-liberalism?», *Project Syndicate*, <http://www.project-syndicate.org/commentary/stiglitz101>.

dans ce cas aussi ces pays cherchent d'empêcher des destructions massives d'emplois en exportant leur chômage. Le contribuable est appelé donc à devenir un rempart contre la concurrence en provenance essentiellement des pays en développement.

Aujourd'hui même les deux acteurs en apparence les plus convaincus des bienfaits du libre-échange, l'Union européenne et les États-Unis, recourent systématiquement au protectionnisme pour protéger et augmenter la capacité exportatrice de leurs entreprises. C'est le cas de l'agriculture industrielle que ces deux acteurs soutiennent à hauteur d'un milliard de dollars par jour, avec pour conséquence l'aggravation du problème nutritionnel de par le monde dû au faible pouvoir d'achat des populations (surtout agraires) du pays les moins riches. L'Union européenne et les États-Unis demandent que leurs produits manufacturés et leurs produits agricoles ainsi que leurs entreprises de services pénètrent librement les marchés du reste du monde. Mais, dans le même temps, ils sont les premiers à exiger la protection de la propriété intellectuelle; 90% des brevets sont détenus par des firmes occidentales. Cette appropriation des savoirs crée une hiérarchie durable entre les pays industriels et le reste du monde.

De l'autre côté, comme tout a été mis en œuvre pour comprimer la demande mondiale, la finance doit retrouver le chantier de croissance parce qu'elle est la seule solution pour reconstituer les patrimoines formés par la tendance à la centralisation du capital. Les fonds de pension et les banques, qui ont tant perdu en 2008, se détournent du marché des actions – trop incertain – pour spéculer sur les obligations d'État. Aidées par les agences de notation qui se prononcent sur la fiabilité des emprunteurs, les institutions financières repèrent les États les plus fragiles et spéculent sur les titres publics. Ceci renchérit les garanties sur les emprunts d'État (les Credit Defaults Swaps : CDS) et hypothèque les pays faibles à long terme. Par contre, cet état de fait développe l'esprit inventif des États puissants en matière de protectionnisme. En économie ouverte, où la finance sanctionne la décision et l'acte de production, les États mercantilistes utilisent la réglementation pour justifier des effets d'expansion ou de repli relatif. Ces États abandonnent le pouvoir qu'ils veulent abandonner sur leurs territoires ou au contraire prolongent leur action organisatrice de l'espace du capital des grandes entreprises, des institutions financières et des grandes fortunes nationales à travers les organismes, les traités et les conventions internationaux. En effet, qui s'inquiète des dettes et des déficits colossaux des États-Unis ? C'est ainsi que nous pouvons tracer les pourtours du nouveau mercantilisme et bien cerner la mondialisation.

Conclusion

Les économistes doivent une grande reconnaissance à l'analyse du nouveau mercantilisme entreprise par J. Robinson et qui se situe dans la lignée des travaux sur l'impérialisme. «Le libre-échange pour les autres favorise les intérêts du concurrent le plus fort sur les marchés mondiaux, et un concurrent suffisamment fort n'a que faire de barrières douanières.»²⁶ Les puissances mercantiles européennes craignent l'économie américaine. Les États-Unis cherchent à garder le leadership en ayant l'un œil rivé sur la Chine (et le Japon et la Corée) et l'autre sur l'Union européenne. La crainte est que les conflits d'intérêt qui opposent les économies mercantiles les unes aux autres reprennent de plus belle : «chaque nation veut avoir un excédent».

38

D'un autre côté, face aux pratiques hasardeuses de la finance, la nouvelle politique économique prônée par la Banque mondiale²⁷, incite l'État à surveiller et à veiller au bon fonctionnement des marchés. Mais, il ne s'agit pas d'un retour à l'interventionnisme public. «Il faudra redéfinir les instruments et les modes d'action de l'État, en réponse aux nouvelles exigences de croissance et de compétitivité et en conformité avec les nouvelles données de l'économie mondiale. Les politiques économiques doivent se transformer progressivement, non pas dans un sens hostile à la mondialisation, mais dans le but de combattre les comportements déviants. L'État demeure le garant de l'intérêt national et l'acteur fondamental de l'économie. Mais, attention ! Il ne s'agit pas de revenir à un État hypertrophié et dispendieux, mais à un État astucieux.» Ce qui se traduit par des réductions des dépenses publiques, le blocage des salaires, moins de services publics, recul de l'âge de la retraite, moins d'éducation et une couverture sociale légère... Tout cela afin d'être en phase avec les percepts du cadre légal et mondial d'accumulation : réduire la dette et contenter les marchés.

Comme J. Robinson l'avait pressenti, les politiques «sadiques» au niveau national et international renforcent les inégalités, multiplient les conflits militaires et brisent les solidarités sociales tissées par la révolution keynésienne. «Il est ironique de constater qu'après les grands progrès techniques apportés par la période de croissance, tout ce que l'on nous offre est un retour à un chômage

²⁶ Robinson Joan [1984], «Quelles sont les questions?», *op. cit.*

²⁷ Banque mondiale [2004], *Pour une meilleure gouvernance dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, Esca.

massif et à la pauvreté au milieu de l'abondance [...]. »²⁸ À propos de ce type de politiques dans la mondialisation, J. K. Galbraith²⁹ ajoute deux décennies plus tard : le FMI doit être plus déterminé dans son « *action hygiénique* » à l'égard « des banquiers et des hommes d'affaires incompétents » et plus bienveillant à l'égard « des peuples innocents qui souffrent et dont la demande globale est nécessaire à l'économie ».

²⁸ Robinson Joan [1984], « Qu'est devenue la politique de l'emploi? », *op. cit.*

²⁹ Galbraith John Kenneth [1997], *Pour une société meilleure : Un programme pour l'humanité*, Paris, Seuil, Paris, 158 p.